

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3281 - Mercredi 21 Novembre 2018 - Prix : 200 Fc

REPORT DU VOTE DU PROJET DE LOI D'HABILITATION

L'échec du gouvernement



**Hamidou Karihila: "Moustadrane
aurait pu être candidat à la présidence
en 2021 pour le tour d'Anjouan
et Azali, son vice-président "**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Novembre 2018**

Lever du soleil:
05h 31mn
Coucher du soleil:
18h 14mn

Fajr : 04h 18mn
Dhouhr : 11h 56mn
Ansr : 15h 29mn
Maghrib: 18h 17mn
Incha: 19h 31mn



Hamidou Karihila: "Moustadrane Abdou aurait pu être candidat à la présidence en 2021 pour le tour d'Anjouan et Azali Assoumani, son vice-président"

C'est LA nouvelle de la semaine dernière. Hamidou Karihila, ancien secrétaire général de Convention pour le Renouveau des Comores (principale formation au pouvoir) a quitté le navire le 15 novembre dernier. Coup dur sans doute pour le président de la république. Pour autant, l'ancien secrétaire d'Etat chargé du Monde Arabe n'est pas hargneux envers lui. Il a même retrouvé une certaine sérénité, après la déclaration d'amour qui lui a été démontrée à Mbeni, le vendredi dernier « pour fêter son divorce d'avec le régime ». S'il n'a pas encore décidé quel est son avenir politique immédiat, il réprovoie quand même la réforme constitutionnelle du 30 juillet dernier : « Un scénario à la Vladimir Poutine et Medvedev eut mieux convenu ». Interview.

Question: Serez-vous candidat pour les prochaines élections ?

Hamidou Karihila: Ecoutez, la décision de rompre avec la Convention pour le Renouveau des Comores est toute fraîche. Celle de prendre mes distances avec mon père et ami, le président de la république l'est tout autant. Il est donc trop tôt pour me prononcer. Je dois prendre le temps d'écouter mes amis, mes soutiens avant de prendre une décision d'une telle envergure.

Question: Vous vous retrouvez aujourd'hui sans parti politique. Allez-vous en créer un ou adhérer dans une formation politique ?

H.K: Il est trop tôt pour le dire. Maintenant, il est sûr que je suis dans l'opposition. Mais celle-ci a plusieurs tendances. Et je ne sais pas encore sur laquelle portera mon adhésion.

Question: Plus tôt, cette année, vous avez pourtant opéré un rapprochement avec l'ancien ministre des finances, Mohamed Ali Soilihi, originaire de la même région que vous et surtout leader de l'Updc et de l'Union de l'opposition.

H.K: Il est vrai que j'ai fait la paix

avec Mohamed Ali Soilihi durant le mois de ramadan et à cette occasion, nous avons rompu le jeun ensemble. A plusieurs reprises et par le fait du jeu politique et des échéances électorales, nous étions des adversaires. Mais tout cela est derrière nous. Vous savez, j'ai soutenu le président de la république depuis 19 ans. Et envers lui, j'ai toujours été d'une honnêteté sans faille. En 2016, après le retour du président au pouvoir, contre toute attente, j'ai été mis au placard. J'ai hérité d'un secrétariat d'Etat comme mon ami Mmadi Kapachia, après avoir été le secrétaire général de la Crc.

Question: Justement, quelles sont les raisons profondes qui vont ont poussé à quitter la principale formation au pouvoir ?

H.K: Avez-vous l'impression que la Crc soit au pouvoir, vous ? Ce que je constate, c'est que le pouvoir est concentré entre les mains de quelques personnes. J'ai presque envie de parler de royauté...

Question: L'on vous reproche également d'avoir quitté la formation présidentielle pour des questions d'intérêt personnel ?

H.K: Rires. Nous avons perdu le pouvoir en 2006. J'ai fait 10 ans et durant cette décennie, jamais je n'ai tenté d'approcher un pouvoir afin d'être nommé quelque part. Jamais. Ni sous Sambi, ni sous Ikililou. Je ne voulais pas d'un ministère, mais je voulais une reconnaissance du travail colossal que j'ai abattu de 2006 à 2019, pour ne parler que de cette période. Que je sois consulté par exemple pour des décisions importantes. Mais dès le 26 mai 2016, j'ai eu comme l'impression que je n'existais plus.

Question: Les rumeurs de votre démission étaient persistantes depuis l'année dernière, pourquoi avoir pris tout ce temps ?

H.K: J'ai pris mon temps en espérant que la conduite des tenants du pouvoir allait changer dans le bon

sens. Et ma patience a des limites. Pour illustration, en 2015, quand le Mouvement du 11 août conduit par Mr Ali Bazi Selim a vu le jour, c'est moi qui étais dans les discussions avec les membres du Mouvement. Mais dès notre accession au pouvoir en 2016 et dans la perspective des assises de 2018, je n'ai jamais été associé. Vous aurez remarqué que je n'ai pris part ni aux assises, ni à la campagne référendaire. J'espérais que le pouvoir allait être inclusif, je me suis trompé. Est-ce la faute du président, de ses collaborateurs ? Je ne sais pas.

Question: Le président vous a élevé au grade de Chevalier de l'Ordre du Croissant Vert comorien, le 06 juillet dernier. N'est ce pas une forme de reconnaissance ?

H.K: J'ai été certes décoré mais c'était l'homme de lettres qui a publié 5 ouvrages en arabe. D'ailleurs, je n'ai pas été le seul à recevoir une distinction, nous étions un petit groupe.

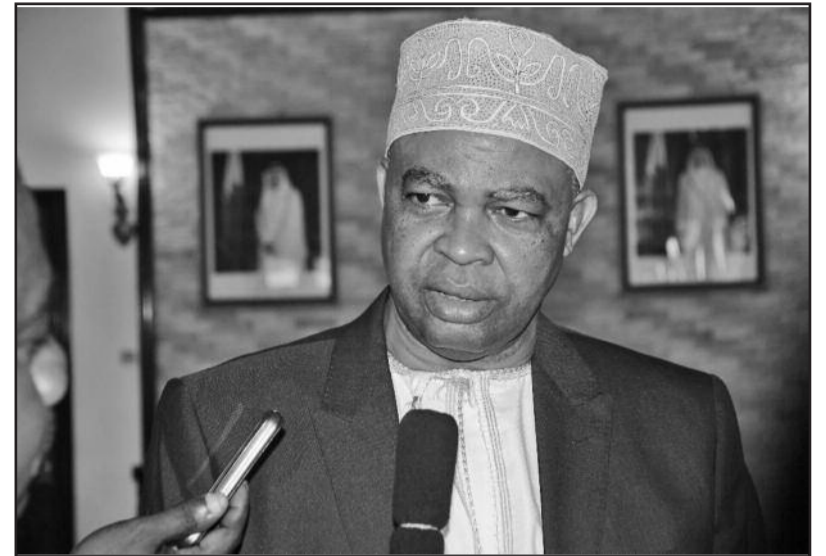
« Nous avons la chance d'avoir eu un parti qui est retourné aux affaires après les avoir quittées. Ce devait être un parti exemplaire dans le microcosme politique, en terme d'alternance par exemple si nous avions continué de la sorte ».

Question: La Crc est-elle minée comme il se dit, par une guerre des clans ?

H.K: Je ne suis au courant de rien.

Question: Quand vous avez dit ne pas être d'accord avec ce qui se passe lors de votre dernière déclaration à la presse, à quoi faites vous allusion ?

H.K: Nous avons la chance d'avoir eu un parti qui est retourné aux affaires après les avoir quittées. Ce devait être un parti exemplaire dans le microcosme politique, en terme d'alternance par exemple si nous avions continué de la sorte. Selon mon entendement, j'eus préféré que nous fassions les 5 ans prévus par la constitution. Et pour 2021, qu'il y ait un président anjouanais issu de la Crc. Cela



aurait été une chose formidable.

pays en paix.

Question: Vous êtes en train de dire que vous n'étiez pas d'accord avec la réforme constitutionnelle ?

H.K: Non, loin de là. *Un scénario à la Vladimir Poutine et Dimitri Medvedev eut mieux convenu. Moustadrane Abdou semble avoir la confiance du président. Il aurait pu être candidat à la présidence en 2021 et Azali Assoumani, son vice-président. C'eut été préférable que l'impasse politique dans laquelle nous nous trouvons actuellement. Et le parti encore une fois, aurait gagné en respectabilité. Avec lui, le pays tout entier qui aurait sauvé la cohésion sociale et la paix. Par ailleurs, aujourd'hui l'on ne parle que de la mouvance présidentielle au détriment de la Crc alors que la Mouvance ne dure que le temps du pouvoir. Mouvance qui est majoritairement constituée de partis qui ne nous ont même pas soutenus au second tour lors des dernières élections, c'est dire!

Question: Que pensez-vous du référendum et de la crise politique qui s'en est suivie ?

H.K: L'initiative ne peut être que présidentielle. C'est à lui de voir s'il peut faire machine arrière afin de sortir le pays de la crise. Plus on avance, plus les problèmes s'amoncellent. Nous avons tous à gagner d'avoir un

Question: On vous a très peu entendu ces derniers temps. Il y a eu l'arrestation de l'ancien président Sambi, l'exil de l'ancien vice-président Djaffar, l'insurrection à Anjouan le mois dernier, ainsi que la mise en détention provisoire du Gouverneur Salami, un commentaire ?

H.K: Je ne peux me prononcer maintenant, laissons la justice faire son travail dans la sérénité.

Question: Vous êtes réputés être proche du monde arabe, particulièrement du royaume saoudien, dont vous avez été l'ambassadeur des Comores à Riyad, quel regard portez vous sur la situation politique aux Comores ?

H.K: Je ne suis pas le mieux placé pour répondre à cette question, il est mieux de vous adresser directement aux autorités concernées.

Propos recueillis par Faïza Soulé Youssouf

****En 2008, Dimitri Medvedev a été élu président de Fédération de Russie, propulsé par Vladimir Poutine qui ne pouvait briguer un 3eme mandat. Poutine était durant tout le quinquennat, le premier ministre de Medvedev.**

FAITS DIVERS

Accusé de viol sur ses belles-filles, un homme est battu jusqu'au sang

Un homme originaire de Mbadjini a été battu jusqu'au sang par une foule déchaînée, vendredi soir dans une localité du Bambao. Soupçonné d'avoir abusé sexuellement de ses belles-filles, l'homme, qui aurait filmé les faits présumés de viol, se trouve actuellement aux mains de la police nationale.

Dans une localité du Bambao, vendredi soir, un homme, soupçonné d'avoir violé les filles de sa conjointe, a été battu jusqu'au sang. La bouche ensanglantée, il a été contraint par les jeunes qui le détenaient de répéter: "Je suis celui

qui a couché avec sa fille". C'est nu, ligoté et battu qu'il sera remis à la police, contactée aussitôt. Les 4 policiers chargés de l'embarquer dans leur pick-up ont dû d'abord maîtriser la foule, agressive et remontée contre l'homme, afin d'embarquer ce dernier dont on dit « qu'il aurait filmé les viols ».

"Je porterai plainte contre vous tous!"

Prenant la défense de son mari, qu'une vidéo accable pourtant, la femme de l'homme criera à la foule: "Je porterai plainte contre vous tous! Mon mari n'a pas couché avec vos soeurs ou vos femmes mais mes propres filles!".

D'après un témoin proche de la famille, sous couvert d'anonymat, la mère des jeunes filles était au courant des relations qu'entretenait son mari avec ses filles. "La plus grande entre les trois filles, âgée de 18 ans, s'était confiée à sa mère sur le comportement suspect de son beau-père. Mais elle est restée indifférente... La jeune fille a fini par quitter la maison

familiale", a confié notre interlocuteur avant de revenir sur la vidéo montrant le beau-père en flagrant délit. "Après que la grande soit partie, ce fou s'en est pris à la petite dernière... Cela a commencé récemment et cela s'est su avec la vidéo...". L'homme, la cinquantaine à peu près, sera jugé bientôt.

Kamal Gamal

REPORT DU VOTE DU PROJET DE LOI D'HABILITATION

La date devrait être connue aujourd'hui

La séance plénière pour le vote du projet d'habilitation aurait dû se tenir le 19 novembre à l'Assemblée nationale à 10h00. Après 5 heures de flottement, le ministre en charge des Relations avec les institutions a annoncé son report. La nouvelle date devrait normalement être connue aujourd'hui.

Il est des situations inénarrables. Celle qui a prévalu à l'hémicycle ce lundi 19 novembre en fait partie. Sauf que loin d'être cocasse, elle est tragique. Ce lundi 19 novembre devait se tenir la séance plénière en ce qui concerne le projet de loi d'habilitation, à 10h00. Elle permettra au président de la république, si elle passe, de légiférer par ordonnances, certaines dispositions du code électoral, de la loi organique relative à la cour suprême ou encore celles relatives aux conditions d'éligibilité du président afin d'être conformes à la nouvelle constitution.

Une seule information, du moins officielle, nous a été offerte par le ministre en charge des Relations avec les institutions, Mohamed Daoudou à 15h10min. Soit plus de 5 heures après le début prévu de la séance plénière. Mohamed Daoudou confirmera le report de cette dernière : « Elle devait se tenir ce matin mais les députés sont dépendants du règlement intérieur pour le fonctionnement du parlement ; nous attendions donc que le prési-

dent de l'Assemblée nous prévienne, nous membres du gouvernement, afin de commencer les travaux », a-t-il expliqué. Et de poursuivre, « nous avons attendu longuement, le président de l'institution n'a pas fait appel à nous et c'est ainsi que cherchant à savoir ce qui se passait, l'on nous a informé qu'il avait convoqué une conférence extraordinaire des présidents au cours de laquelle il a été décidé que la plénière a été reportée ».

Conciliabules

Des journalistes présents, personne n'a posé ne serait ce qu'une question à la suite de la déclaration du ministre. Nous apprendrons également qu'une conférence des présidents est prévue ce matin pour décider de la prochaine tenue de la séance plénière. Et ce sera, tout, du moins pour les informations officielles. Entre 10h et 15h, l'hémicycle à l'Assemblée nationale avait ouvert sa très jolie porte en bois sculpté. Pas une seule fois, le président de l'institution, Abdou Oussenou ou encore les vice-présidents Maoulana Charif et Dhoahir Dhoulkamal n'y sont entrés. Pas plus que les membres du gouvernement qui étaient au parlement en nombre. Et entre cet intervalle, des infos glanées ici et là sur ce qui se passait. Le projet de loi d'habilitation est d'une importance capitale pour le gouvernement. Les habitués du parlement l'ont com-

pris : quand une séance prévue en plénière démarre avec du retard ou ne démarre pas du tout (comme ce fut le cas ce lundi), c'est qu'il y a anguille sous roche. Des différents députés, interrogés, qu'ils soient de la mouvance présidentielle ou de l'opposition parlementaire, ressortait une évidence : « le projet de loi n'avait aucune chance d'être adopté ». Seulement, 9 députés sur les 33 que compte l'Assemblée y seraient favorables.

Enchères

« C'est le pourquoi de tous ces conciliabules dans l'aile réservée au président de l'Assemblée dans laquelle se trouvaient aussi des membres influents du gouvernement ». Et de poursuivre : « vous avez remarqué que les députés Mohéliens ne se trouvent plus dans l'hémicycle, ils essaient de faire en sorte qu'ils votent pour ». Un autre, jubilant, espérait faire « augmenter les enchères ». Par pudeur, nous nous en tiendrons à cette petite phrase, agrémentée d'une petite dernière : « le ministre-là, il croyait nous rouler et bien, c'est nous qui l'avons roulé », a-t-il renchéri. Nous ne donnerons pas le nom du ministre en question.

Toujours est-il que durant les 5 heures passées à l'Assemblée, en compagnie des représentants de la Nation, où l'on a vu défiler membres du gouvernement, un grand élu

mohélien, etc., les murs du Palais du peuple nous apostrophaient, nous journalistes. Et a révélé au grand jour ce malaise, cette défiance entre la population comorienne et ses élus : « vous savez, les députés finiront par voter cette loi, c'est une question de temps et d'argent », a par exemple, affirmé avec force un citoyen lambda qui « avait juste eu le temps de déposer son sac au boulot et de venir assister à la plénière ».

Jusqu'à hier, l'opposition parlementaire disait « tenir bon ». Sûre que le projet de loi d'habilitation n'allait pas passer. Sauf qu'ici, en république comorienne, l'équilibre des forces peut changer très vite, le temps d'une loi avant de reprendre son cheminement normal. Mais cette fois, les élus de l'opposition, ont en plus de la pression de leurs partis politiques, celle du peuple, du moins la partie qui ne soutient pas la politique du président Azali Assoumani et de son gouvernement. La fêlure qui existe entre les élus et la population risque de devenir un fossé, si étant de l'opposition, les représentants de la nation jouaient le jeu du gouvernement par mercantilisme crasse. Toujours est-il que sur les réseaux sociaux, plusieurs internautes estiment que le report de la séance plénière « est en soit un échec du gouvernement qu'il faudra renouveler ».

Faïza Soulé Youssouf

FINANCEMENT ADDITIONNEL DU PROJET RCIP4

10 millions supplémentaires pour le numérique

Le ministre des Finances et du Budget et le représentant de la Banque Mondiale à Moroni ont procédé à la signature d'un accord de financement additionnel sur le projet RCIP4. Cette institution financière s'engage à investir 10 millions de dollars supplémentaires pour soutenir les Comores à mettre en œuvre la stratégie nationale « Comores Numérique 2028 ».

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale « Comores Numérique 2028 », la Banque Mondiale a accordé un financement additionnel de 10 millions de dollars au projet RCIP4 sur le montant initial de 22 millions de dollars. Ce nouveau financement est également le premier pour les Comores dans le cycle actuel de financement de l'Association internationale de développement (IDA 18). La Banque Mondiale compte approuver au moins deux projets avant la fin Juin 2019. «Avant la venue du projet, le marché des télécommunications aux Comores était l'un des moins avancés de la région, dominé par un fournisseur monopoliste appartenant à l'Etat, avec des prix élevés et un niveau relativement faible d'accès aux services. Depuis la mise en œuvre du projet en 2012, le nombre d'abonné mobile a été multiplié par plus de trois, le volume de

la capacité internationale disponible a été multiplié par 60 et le prix de gros des données est passé de plus de 2750 USD par Mbit/s à moins de 20 USD », explique Rasis Pertev, le représentant de la BM à Moroni.

Dans le cadre du nouveau financement supplémentaire, le projet va intensifier les travaux dès la première phase et projette de mettre en place de nouvelles activités. Il s'agit d'étendre le programme de la stimulation de la demande aux ministères fédéraux, lancer un nouvel espace de travail collaboratif avec l'ACTIC

afin de fournir de nouvelles opportunités aux jeunes entrepreneurs numériques des Comores. « Les nouvelles activités sont principalement axées sur le e-gouvernement et nous allons aider le gouvernement à mettre en place un nouveau système d'e-visas, destiné à faciliter les arrivées de touristes », précise-t-il.

Ce financement supplémentaire va aider également au gouvernement à créer l'Agence Nationale pour le Développement de l'Economie Numérique (ANDEN), chargé de rendre les services publics

plus accessibles aux citoyens et aux entreprises. Il va également aider le gouvernement à renforcer la cybersécurité, à améliorer la gouvernance du domaine de premier niveau de code de pays .km et à mettre en place un centre de données de secours du ministère des finances. Des activités qui réjouissent l'argentier de l'Etat. « Nous allons continuer les travaux pour une économie numérique réelle et dynamique disposant toutes les infrastructures nécessaires », avance Said Ali Said Chayhane. Pour rappel, le projet

RCIP4 a procédé à des réalisations remarquables dont l'adoption par le gouvernement d'une nouvelle loi sur les communications en 2014 et le financement d'un nouveau câble sous-marin reliant Moroni à Mayotte (Fly Lion 3) qui augmentera considérablement la capacité internet disponible dans l'archipel pour ne citer que ceux là.

Mohamed Youssouf



La Gazette des Comores
Directeur général
 Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Faïza Soule Youssouf
 Binti Mhadjou
 Nassuf Ben Amad (Stagiaire)
 Kamal Gamal Abdou (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Secrétaire de rédaction
 Sanaa Chouzour
Responsable commercial
 Rahamatouallah Youssouf
Documentation archiviste
 Mariama Mhoma
Photographe / Site Web
 Mohamed Said Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

ENVIRONNEMENT

Un appel à lettres d'intention pour les grandes subventions

Samedi dernier, une réunion d'information et d'assistance a été organisée par la Direction générale de l'environnement et des forêts (Dgef) pour sensibiliser les groupes communautaires, les associations, les organisations non gouvernementales (ONG), les institutions académiques et les entreprises privées sur les critères d'accès pour bénéficier à des fonds suite à des appels à projets.

Dans un premier temps, un appel à lettres d'intention pour les grandes subventions a été lancé au niveau du Hotspot de l'Océan Indien en septembre 2018, appelant les organisations de la Société civile à conjuguer leurs efforts pour entreprendre des initiatives en faveur de la préservation de la biodiversité dudit hotspot. C'est le Fonds de Partenariat pour les écosystèmes critiques ou « Critical Ecosystem Partnership Fund » (CEPF), qui est une initiative conjointe de l'Agence Française de Développement (AFD), la Banque Mondiale, la Conservation Internationale, l'Union Européenne, le gouvernement du Japon, la Fondation MacArthur et la Fondation



Participants à l'atelier CEPF

Helmsley qui héberge ce fonds.

Les pays éligibles sont Madagascar, Maurice (y compris Rodrigues), les Seychelles et les Comores. La date d'ouverture était fixée au 5 octobre 2018. L'exécution et la mise en œuvre de ce fonds au niveau de la Région de

Madagascar et les îles de l'océan indien (MA-DIO), est menée par la Fondation Tany Meva, une fondation environnementale malgache à vocation communautaire. Lors de cet atelier, les participants ont pu insérer dans le site web de la Fondation les informations concer-

nant leurs organismes et par la suite intégrer en ligne, les éléments concernant le projet auquel ils demandent financement. Il convient de noter que les investissements du CEP se concentrent sur 38 sites à Madagascar, 19 aux Comores, 9 à Maurice et 12 aux Seychelles. Ces

sites ont une biodiversité exceptionnelle mais ont jusqu'ici reçu moins d'attention des bailleurs de fonds.

L'investissement de CEPF dans la biodiversité des îles de l'océan Indien Madagascar et Hotspot est guidé par les orientations stratégiques visant à autonomiser les communautés locales pour protéger et gérer la biodiversité dans les domaines prioritaires clés pour la biodiversité), renforcer les capacités de la société civile aux niveaux local et régional grâce à la formation, les échanges et la coopération régionale et faire preuve de leadership stratégique et une coordination efficace des investissements CEPF grâce à une équipe de mise en œuvre régionale.

Rappelons que la date limite de soumission est le 30 novembre 2018. Le Budget demandé se situe entre 20 000 \$ US et 200 000 \$ US. Les candidats intéressés sont invités à consulter les documents complets de l'appel disponibles sur le site web www.tanymeva.org et www.cepf.net.

Mmagaza

UNION DES COMORES

Unité – Solidarité – Développement

Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la
Protection Sociale et de la Promotion du Genre

Direction Générale de la Santé



جمهورية القمر المتحدة

وحدة - تضامن - تنمية

وزارة الصحة والتضامن ومشاركة المرأة

ادارة العام لمحاربة مرض الايدز

Avis d'Appel d'Offres PASCO2/2018/44

Date : 15/11/2018

Titre du marché: **Fourniture et installation d'équipement et matériel médical dans des structures de santé de l'Union des COMORES et FORMATION DES UTILISATEURS**

1. Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre de l'Union des Comores, a obtenu un financement de l'Agence Française de Développement pour financer le coût du 2ème Programme d'Appui au Secteur de la Santé aux Comores (PASCO 2). Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du Marché de Fourniture et installation d'équipement et matériel médical dans des structures de santé de l'Union des COMORES et FORMATION DES UTILISATEURS

2. Le Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre sollicite des Offres sous pli fermé de la part de Soumissionnaires éligibles pour la **Fourniture et installation d'équipement et matériel médical dans des structures de santé de l'Union des COMORES et FORMATION DES UTILISATEURS** Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du **Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre – Direction Générale de la Santé – Cellule PASCO, Moroni Corniche - Tél 00 269 773 86 98 / 348 76 02 - email : communication@pasco.sante.gouv.km et assistant.admin@pasco.sante.gouv.km et prendre connaissance des Documents d'Appel d'Offres par email à l'adresse indiquée ci-dessus.**

3. Le document de consultation est publié dans le cadre d'un appel d'offre national et international ouvert

4. Les Soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès du Ministère de la Santé, de la Solidarité, de la Protection Sociale et de la Promotion du Genre – Direction Générale de la Santé – Cellule PASCO, Moroni Corniche - Tél 00 269 773 86 98 / 348 76 02 – email : communication@pasco.sante.gouv.km et prendre connaissance du Document d'Appel d'Offres pour les informations détaillées, par email à l'adresse indiquée ci-dessus

5. Les soumissions doivent parvenir au plus tard le **mardi 18 décembre 2018 à 15h00, heure de Moroni,**

Les Offres doivent comprendre une garantie de l'Offre pour un montant équivalent 2 millions de francs Comoriens soit 4000 euros à l'adresse suivante : Cellule PASCO Direction Générale de la Santé - Route de la Corniche – BP 2558 Moroni – Union des Comores

FÉDÉRATION COMORIENNE DE BASKET-BALL (FCB)

Le président Ali Papa, assigné en justice

Le dossier brûlant, caractérisé par une rivalité de compétence entre les Ligues insulaires de basket-ball à la Fédération Comorienne de Basket-ball, a fini par atterrir au tribunal de Moroni. Le mandat du bureau exécutif de la Fcb est arrivé à terme. Mais le président refuse d'organiser une assemblée générale ordinaire électorale. Les diverses tractations amicales engagées pour le ramener à la raison auraient échoué. Un huissier de justice est saisi.

Les clubs de l'Archipel se révoltent. Le recours à la justice s'était avéré alors inévitable. « Le parquet lui a interdit d'exercer toute activité liée au basket sur le territoire national et l'oblige à convoquer le plus vite possible une assemblée générale électorale. Je pense que c'est une première victoire pour nous. Non ? », jubile le patron de la Ligue de Ngazidja, mandataire des clubs de Ndzuouani, et principal meneur du mouvement de contestation, Ibou Ali Moussa. L'article 18 du code fédéral (sorte des règlements généraux de la disci-

pline) stipulerait qu'en cas de besoin, sur demande des 2/3 des membres de la Fcb, le président peut convoquer une assemblée générale.

« Mais il s'est montré indifférent à la préoccupation des clubs des Comores. Pourtant, on est majoritaire. Au lieu de négocier, il attise une situation qui est déjà au bord de l'explosion. Pour nous, le recours à la justice n'est pas un acte de méchanceté. Dans La Gazette des Comores, il déclare ne pas quitter la chaise encore parce son mandat est prolongé d'une année. C'est une prolongation unilatérale et abusive. Trop c'est trop ! », s'emporte le chef du mouvement.

Les contestataires confient alors le dossier à un huissier de justice, en l'occurrence à Maître Mohamed Ibrahim dit Mackero. « J'ai été saisi par les représentants des clubs de basket-ball de l'Archipel, après l'échec d'une procédure amicale », déclare Me Mackero. Une procédure d'une assignation en référé est

engagée. Le président du tribunal de première instance a été saisi et a donné gain de cause aux plaignants et ordonne l'exécution de la décision. Un éventuel appel ne peut suspendre une procédure d'urgence : « Si le bureau exécutif de la Fcb ne convoque pas une assemblée générale électorale, une commission mixte verra le jour. Elle poursuivra la suite », clarifie l'huissier.

Vingt sept clubs sont signataires de l'action : Ndzuouani (11), Moili (5) et Ngazidja (9). « Le Basket club de Mitsoudje a vécu une saison morte. Juridiquement donc, il n'est pas apte à cosigner la pétition. Mais il partage notre combat. Djabal club d'Icôni et Étoile du sud de Fombouni ont préféré se désolidariser du mouvement, pourtant légitime. Nous sommes dans une démocratie. C'est leur droit. Mais le combat continue », conclut Ibou.

Bm Gondet



Pharmacie de garde
Pharmacie des Îles Coulée

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



Job details:

Job #: req1070
Organization: World Bank
Sector: Administration/Office Support
Recruitment Type: Local Recruitment
Department/Division: World Bank Office: Moroni (AFMKM)
Grade: GA
Term Duration: 2 years 0 months
Hire Type: Non-Managerial
Location: Moroni, Comoros
Required Language(s): English, French, Comorian
Preferred Language(s):
Closing Date: 11/26/2018 (MM/DD/YYYY) at 11:59pm UTC

Description

The World Bank, a leading multilateral institution in global economic development, is currently looking for a highly organized, energized and experienced person capable of operating effectively in a very demanding, fast-paced environment to serve as Driver. The driver will be under the direct supervision of the Program Assistant and will report to the Operations Officer.

Duties and accountabilities:

- Transport of authorized personnel (staff and/or PM and/or Director) to/from airport, meetings, missions, appointments and other official duties;
- Maintain assigned vehicle clean in good condition, record mileage and gasoline consumption;
- Anticipate in any mechanic actions on the assigned official vehicle to prevent any disruption due to foreseeable break downs.
- Distribute mail when necessary, follow up visas application/delivery at the embassies, and follow up tax exemption applications. Upon request, handle with care cash withdrawal or deposit in WB bank accounts. On a daily basis, collect all correspondences, collect visa request from Embassies, and tax exemption documents from the appropriate Ministry Departments on due course. At the Embassies, use tact and diplomacy to deal with difficult cases, in conjunction with the Administration if need arises, until everything is settled on a timely basis, to help the Office meet all relevant deadlines;

Recruitment of on Driver Moroni, Comoros

- Temporary Tax Exemption and green plate number provision to vehicle of WB and staff entitled to such privilege;
- Ensure that the vehicle's documentation is always current, including display of current insurance cover at all times;
- Observe the host country's traffic rules and regulations;
- Always check and adhere to security information from the supervisor or the environment for safe drive within and outside the cities;
- Use tact and professionalism to deliver these assignments in very good and required conditions, according to World Bank procedures. Use of Road Security and Safety driving requirements to get these personnel feel safe and secured.
- Maintain confidentiality of any passenger's discussions or phone conversations;
- Report accidents or incidents immediately to the supervisor and ensure that the steps required by rules and regulations are taken in case of involvement in an accident;
- Perform any other task assigned by the Resident Representative and/or Supervisor.

Selection Criteria

- High school level at least;
- An experience of at least 5 years driving with knowledge of auto mechanics (ability to drive 4x4 in rough terrain);
- A good geographical knowledge of Comoros;
- A valid driver's license for 4x4 and minibuses, a recent certificate of fitness proving that you are fit to drive;
- An experience working in an international institution would be an advantage;
- Knowledge of computers - MS Office is desirable;
- Ability to work long hours and weekends;
- Committed team player with demonstrated interpersonal skills and ability to work effectively in a multi-cultural/disciplinary environment and able to produce high quality work under pressure.

Please use the following link to apply online: <https://worldbankgroup.csod.com/ats/careersite/jobdetails.aspx?site=1&c=worldbankgroup&id=1070>

Only shortlisted candidates will be contacted for test and interview.



COMMUNIQUE DE PRESSE

Moroni le mardi 20 Novembre 2018

SIGNATURE D'UN ECHANGE DE NOTES & ACCORD DE FINANCEMENT ENTRE LE JAPON, JICA et UNICEF COMORES :

« TRAITEMENT A PLUS GRANDE ECHELLE DE LA MALNUTRITION AIGUË SEVERE. »

Le Mardi 20 Novembre 2018, Son Excellence Monsieur OGASAWARA Ichiro, Ambassadeur du Japon aux Comores basé à Madagascar, et Docteur Marcel S. Ouattara, Représentant de l'UNICEF aux Comores, ont procédé à la signature de l'Echange de Notes portant sur le financement du Projet de « Traitement à plus grande échelle de la malnutrition aiguë sévère » sous la forme d'une aide non remboursable d'un montant de près d'un million six cent mille dollars (\$1,600,000) en présence de Monsieur Souef Elamine, Ministre des Affaires Etrangères et du Docteur Rashid Mohamed Mbaraka Fatma, Ministre de la Santé. A cette occasion, l'Accord de Don a également été conclu entre Monsieur MURAKAMI Hironobu, Représentant Résident du Bureau de l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) et Docteur Marcel S. Ouattara.

L'Union des Comores est confrontée à une situation nutritionnelle alarmante frappant les plus vulnérables et essentiellement les enfants de moins de 5 ans. Selon les données de l'Enquête Démographique de Santé réalisée en 2012, **un enfant sur trois souffre** de malnutrition chronique, **11% des enfants sont atteints de malnutrition aiguë** dont 4 % sous la forme sévère.

Un grand nombre d'enfants ne bénéficient pas des services de nutrition de base dont ils ont besoin pour survivre et s'épanouir. En 2017, les Comores ont enregistré un total de 1 565 enfants atteints de malnutrition aiguë sévère, représentant seulement 13% du nombre de cas attendus, soit près de 12 500 enfants.

La malnutrition est à l'origine de près de la moitié des décès chez les enfants de moins de 5 ans. Pour ceux qui survivent, les conséquences du retard de croissance – une condition irréversible qui inhibe la croissance physique et intellectuelle des enfants – jettent une ombre sur leur vie, nuisent à leur santé, leur rendement scolaire et leurs revenus potentiels futurs. La malnutrition a par conséquent également un impact sur le développement social et économique du pays.

Conscient de ce constat inquiétant, le Gouvernement Comorien place l'amélioration de la nutrition parmi ses axes prioritaires afin d'accélérer le développement et amener le pays vers l'émergence d'ici 2030. Le pays, accompagné de ses partenaires, a déjà réalisé des progrès notables en matière d'accès aux services de nutrition, mais un nombre élevé d'enfants est toujours privé de ses droits à la nutrition.

Grâce au financement du Gouvernement Japonais, le Gouvernement comorien, avec l'appui technique de l'UNICEF, va contribuer à réduire la mortalité chez les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère en améliorant la qualité de soins fournis, en mettant en place un traitement approprié sur toute l'étendue du territoire, en renforçant les capacités des acteurs mais également en réhabilitant et équipant certains centres intensifs de récupération et d'éducation nutritionnelle (CRENI) pour l'admission des enfants, y compris l'amélioration des installations d'eau et d'assainissement.

A travers le financement du Gouvernement Japonais, le gouvernement des Comores avec l'appui de l'UNICEF ne ménagera aucun effort pour lutter contre la malnutrition aiguë sévère, et ainsi contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable d'ici 2030.

Autres informations sur le projet :

Prévenir la mortalité chez les enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère grâce à un traitement approprié, au renforcement des capacités, à l'appui aux familles et à la réhabilitation et à l'équipement des établissements de santé / CRENI.

Pays	Comores
Objet	Traitement à plus grande échelle de la malnutrition aiguë sévère
Période de mise en œuvre prévue	Deux ans et six mois à compter de la date de signature de l'Echange de Note et de l'Accord. (Novembre 2018 – Mai 2021)
Agence d'exécution	UNICEF
Région, installations cibles	Nationale (17 districts)
Budget	US\$ 1 591 920

A propos de JICA

En tant qu'Agence d'exécution de l'Aide Publique au Développement (APD) du Japon, la JICA apporte des solutions adoptées aux besoins des pays en développement, en se basant sur une panoplie de méthodes d'aide telles que la coopération technique, les prêts d'APD et les aides financières non remboursables. Ses activités sont appréciées pour son efficacité à promouvoir une croissance économique et sociale durable. La JICA est active dans plus de 150 pays. Aux Comores, ses interventions sont focalisées sur l'amélioration de la santé maternelle et infantile et de la nutrition. Ses réalisations depuis 2010 comprennent notamment (i) la fourniture d'équipements et intrants en vaccination, santé maternelle et infantile et nutrition, (ii) l'appui à la mise en place de la stratégie nationale de communication communautaire en nutrition et (iii) l'introduction de l'approche d'amélioration de la qualité «5S-Kaizen-Total Quality Management» dans les hôpitaux et les structures administratives du Ministère de la Santé Publique.

A propos de l'UNICEF

L'UNICEF est présent dans 190 pays et territoires dans le monde pour atteindre les enfants les plus défavorisés. L'UNICEF travaille pour chaque enfant, chaque jour, partout, afin de construire un monde meilleur pour tous. Pour plus d'informations sur l'UNICEF et son travail visiter notre site : www.unicef.org Suivez-nous sur Twitter et Facebook

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Mr ICHIO Motonobu, Premier Secrétaire de l'Ambassade du Japon à Madagascar, + 261 22 497 53, motonobu.ichijo@mofa.go.jp
 Mme ARAKAWA Aya, JICA Madagascar, + 261 33 23 418 29, Arakawa.Aya@jica.go.jp
 Dr Marcel S. Ouattara, Représentant, UNICEF Comores, +269333 07 15, mouattara@unicef.org
 Dr Marie-Reine Fabry, Représentante Adjointe, UNICEF Comores, +269 334 00 41, mrfabry@unicef.org
 Dr Aboubacar Ben Aboubacar, Administrateur Nutrition, +269 3449695, abenaboubacar@unicef.org
 Samira Ahmed Mohamed Djalim, Chargée de la Communication, +269 363 7890, sdjalim@unicef.org